



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 Avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 07/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRONUTRITION

3 avenue de l'Orchidée
PARC ACTIVESTRE
31390 Carbonne

Références : 2025/472
Code AIOT : 0006803152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement AGRONUTRITION implanté 3 avenue de l'Orchidée PARC ACTIVESTRE 31390 Carbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers, transmise par l'exploitant à la suite du passage du site en SEVESO seuil bas. Ce reclassement résulte de la modification de la classification de l'acide nitrique, désormais considéré comme « toxique par inhalation » et intégré à la rubrique n° 4130 de la nomenclature ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRONUTRITION
- 3 avenue de l'Orchidée PARC ACTIVESTRE 31390 Carbonne
- Code AIOT : 0006803152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société AGRONUTRITION, filiale du groupe De Sangosse, est spécialisée dans la fabrication de compléments nutritionnels pour les végétaux (prévention des carences, amélioration de la qualité, fertilisation environnementale, nutrition naturelle). Elle exploite, sur le site de Carbonne, des installations de formulation, fabrication et de conditionnement. Ce site comprend :

- des installations de stockage des matières premières et produits finis ;
- des installations de réception/expédition des produits finis ;
- des services administratifs et commerciaux ;
- un laboratoire (mise au point des formules, contrôle qualité, tests de compatibilité).

Le site est classé SEVESO SEUIL BAS pour le stockage d'acide nitrique en concentration supérieure à 26%.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Contenu de l'étude de dangers : acide nitrique et mélanges incompatibles | AP Complémentaire du 11/04/2022, article 4.c | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 3 | MMR | AP Complémentaire du 11/04/2022, article 4.d | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Information du public | AP Complémentaire du 11/04/2022, article 4.e | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Chapiteau et stockage de matières combustibles (1510) | Arrêté Ministériel du 11/04/2027, article Annexe VI | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 6 | Stockage des déchets | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.7.2 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------|--|--|-----------------------|
| 7 | Règles d'implantation | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 2.II | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 1 | Etude de dangers | AP Complémentaire du 11/04/2022, article 4.a | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de vérifier les données d'entrée fournies par l'exploitant dans le cadre de l'étude de dangers. Les quantités et volumes mis en jeu apparaissent cohérents avec les simulations transmises. Toutefois, l'inspection souligne la nécessité de justifier davantage certains choix techniques (notamment concernant la nature des cuves ou les modalités de maintenance et vérification des équipements de transfert), afin de sécuriser les probabilités présentées par l'exploitant.

Par ailleurs, il a été constaté la présence de déchets et de matières dangereuses pour l'environnement stockés en dehors de toute zone de rétention, laissant craindre un risque de pollution des eaux pluviales en sortie de site.

La visite a également mis en évidence l'absence de conformité du chapiteau au regard de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, sur au moins deux points.

Ces manquements font l'objet de la proposition de mise en demeure annexée au présent arrêté.

Le détail des constats figure dans les fiches de constat jointes.

En conclusion, il est proposé à Monsieur le Préfet de faire usage des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement afin de mettre en demeure l'exploitant de mettre l'installation en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude de dangers

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2022, article 4.a |
| Thème(s) : Risques accidentels, Transmission EDD |

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à monsieur le préfet, au plus tard dans les 6 mois après la notification du présent arrêté, une étude de dangers mise à jour et conforme aux dispositions suivantes :

- Article L. 181-25 du code de l'environnement ;
- Articles D. 181-15-2-III et R. 515-90 du code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Constats :

L'étude de dangers a été transmise et a fait l'objet d'une demande de complément de l'inspection le 31 mars 2025. L'exploitant indique avoir intégré les éléments sollicités et prévoit de transmettre une version actualisée de l'EDD en octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contenu de l'étude de dangers : acide nitrique et mélanges incompatibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2022, article 4.c

Thème(s) : Risques accidentels, Acide nitrique

Prescription contrôlée :

Elle tient compte notamment de la dangerosité actualisée de l'acide nitrique, classé dorénavant toxique aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation, et des risques de mélanges incompatibles lors des phases de dépotage au niveau de l'aire de stockage des cuves fixes.

Constats :

L'étude de dangers intègre la nouvelle classification de l'acide nitrique, désormais classé toxique aiguë de catégorie 3 par inhalation.

Toutefois, l'inspection a relevé certains manquements, en particulier concernant la gestion des risques de mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage sur l'aire de stockage des cuves fixes. La numérotation des postes de dépotage n'apparaît pas sur les bons de suivi des matières remis au personnel, ce qui ne permet pas de garantir une correspondance stricte entre le camion et la cuve destinataire. Cette lacune pourrait conduire, en cas d'erreur de positionnement, à un dépotage dans une cuve inadaptée.

Concernant les données d'entrées, des interrogations subsistent quant aux cuves en PEHD utilisées pour le stockage, tant en extérieur qu'en intérieur. Les limites du matériau, notamment

en termes de vieillissement sous l'effet des UV et de la chaleur, ne sont pas évaluées au sein de l'étude. (risque de fissuration et de perte de tenue mécanique, sensibilité aux contraintes mécaniques et hydrostatiques, nécessité d'une double enveloppe...). **Il conviendra donc de préciser la nature des équipements mis en place et de justifier leur tenue dans le temps, y compris vis-à-vis du gel pour les stockages extérieurs au sein de l'étude de dangers.**

Concernant les incompatibilités :

L'exploitant indique utiliser l'ERP SAP pour le suivi des stocks, afin de contrôler le respect des seuils réglementaires et d'organiser le stockage en tenant compte des incompatibilités recensées sur les fiches de données de sécurité (FDS) et par le laboratoire interne. Il ajoute que les produits finis, correspondant à des formulations diluées, ne présentent pas de risque d'incompatibilité identifié entre eux.

L'analyse menée sur site met toutefois en évidence plusieurs limites dans ce dispositif.

- D'une part, il n'existe pas de procédure formalisée pour le suivi des seuils réglementaires. Les extractions de stocks (matières premières, produits semi-ouvrés, produits finis) sont réalisées deux fois par jour et exploitées dans un outil spécifique, alimenté par SAP, avec possibilité de filtrer par rubrique ICPE, mentions de danger et quantités. Néanmoins, aucun système d'alerte n'est paramétré en cas de dépassement de seuil, ce qui fragilise la maîtrise du respect du seuil réglementaire. Par ailleurs, si les FDS sont accessibles via le service documentaire interne, elles ne sont pas directement intégrées ni reliées à l'outil de gestion SAP contrairement à ce qui est explicité dans l'EDD, rendant ainsi l'accès à l'information plus complexe que décrit.

Le niveau de confiance associé à l'outil SAP pour ce qui concerne les mélanges incompatibles doit donc être étudié à nouveau, au regard des éléments pré-cités.

Concernant l'état des canalisations :

L'exploitant précise au sein de son EDD que *"Les canalisations fixes de transfert sont en matériaux inertes et parfaitement lutés, munis d'un système de vannes aisément accessibles et manœuvrables en toutes circonstances. Celles-ci font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité."*

Or, lors de l'inspection, il a été constaté que la surveillance permanente n'est pas formalisée et revient à une vérification visuelle occasionnelle mais pas spécifique.

Concernant les modélisations relatives au stockage de liquides inflammables :

Des précisions sont attendues concernant l'exploitation des données issues de Flumilog, l'absence de flux identifiés pour les cellules C2 et C3 paraît surprenante. À ce jour, seul le dioctyl sulfosuccinate a été recensé avec une classification H226, pour une quantité de 446 kg le jour de la visite. Un échange avec le bureau d'études est nécessaire pour confirmer et clarifier les données d'entrée des modélisations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

| |
|--|
| Il est demandé à l'exploitant de tenir compte des demandes formalisées dans le constat ci-dessus en les intégrant dans la prochaine version de l'étude de dangers, qui sera transmise avant la fin d'année 2025. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : MMR

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2022, article 4.d |
| Thème(s) : Risques accidentels, MMR |
| Prescription contrôlée : <p>Dans le cadre de la démarche de maîtrise des risques fixée par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé, les mesures de maîtrise des risques complémentaires nouvellement identifiées au travers de la mise à jour de l'étude de dangers, doivent être présentées avec un échéancier de mise en œuvre.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant indique que la liste des MMR n'a effectivement pas été clairement définie au sein de l'étude. Il ajoute qu'aucune MMR n'est classée en niveau de confiance de 2, niveau pourtant relevé par l'inspection sur plusieurs barrières mentionnées sur l'étude de dangers.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra établir et transmettre la liste des mesures de maîtrise des risques mises en œuvre pour couvrir l'ensemble des risques industriels identifiés sur le site, avec les niveaux de confiance retenus.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Information du public

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2022, article 4.e |
| Thème(s) : Risques accidentels, Information du public |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet en même temps que l'étude de dangers mise à jour, les informations à communiquer au public en application de l'article R. 515-89 du code de l'environnement, selon les dispositions fixées à l'article 6 et à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé.</p> |
| Constats : |

| |
|--|
| La fiche objet de la présente prescription n'a pas été établie par l'exploitant. Celui-ci précise qu'elle pourra être réalisée dans les plus brefs délais. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établira et transmettra les informations à communiquer au public en référence à la prescription susvisée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Chapiteau et stockage de matières combustibles (1510)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2027, article Annexe VI |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stockage 1510 |
| Prescription contrôlée : <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de liquides inflammables.</p> |
| Constats : <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un chapiteau (stockage couvert) abritant à la fois des cuves de déchets vides (cf. constat suivant) et des produits dangereux pour l'environnement.</p> <p>Ces produits étaient entreposés sur rack ou directement au sol, dans une zone dépourvue de rétention. En cas de déversement accidentel, les liquides seraient dirigés vers le réseau pluvial, et il semble peu réaliste que l'exploitant puisse fermer la vanne maîtresse à temps.</p> <p>Ce mode de stockage, en l'absence de rétention adaptée, présente donc un risque pour l'environnement.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre les produits susceptibles de générer une pollution des eaux ou des sols sur les rétentions adaptées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

| |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 2 mois |
|--------------------------------|

N° 6 : Stockage des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.7.2 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets |
|--|

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de conteneurs vides (fûts, IBC, récipients plastiques) et abîmés (certains contenants disposent d'une étiquette "non conforme") entreposés sans rétention. Ces contenants, exposés aux intempéries, sont lessivés par la pluie et stockés à proximité du regard des eaux pluviales du site, sans dispositif de rétention adapté.

La présence de ce type de déchets a été relevée tant à l'intérieur qu'autour du chapiteau (notamment, des contenants percés et fuyards ont été vus par l'inspection). L'écoulement des eaux de ruissellement en contact avec ces contenants souillés conduit directement vers le réseau pluvial.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les rétentions appropriées pour les stockages de déchets et résidus de matières dangereuses situés sur les zones dénuées de rétention. Il revient également à l'exploitant de faire évacuer les contenants abîmés et/ou fuyards,

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|---|

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription |
|--|

| |
|---------------------------------------|
| Proposition de délais : 2 mois |
|---------------------------------------|

N° 7 : Règles d'implantation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 2.II |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de déchets en limite de propriété |
|---|

Prescription contrôlée :

II. Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5

kW/m²) restent à l'intérieur du site.

« III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

« La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.

« Cette distance peut être réduite à 1 mètre :« - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;« - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.

« Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.

« Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.

« A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. »

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un stockage de déchets (IBC usagés et souillés, palettes en bois) en limite immédiate de propriété et à proximité d'un site voisin de location de bureaux (environ 4 mètres), laissant supposer la présence permanente de personnes. Aucun écran coupe-feu REI 120 n'a été mis en place.

Le site étant actuellement soumis au régime de la déclaration pour les entrepôts, il appartient à l'exploitant de justifier des distances des effets thermiques en cas d'incendie sur la zone et de mettre en œuvre, soit des barrières coupe-feu REI 120, soit un éloignement des matières combustibles à une distance suffisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- éloigner les matières combustibles à distance suffisante des limites de propriétés ou,
- de mettre en place un écran EI 120 délimitant cette zone de stockage et de fournir une étude de flux thermiques en cas d'incendie permettant de justifier l'absence d'effets létaux hors des limites de propriété.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois